

PRIMA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2023
1ERE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023
26 È 27 DI GHJENNAGHJU DI U 2023
26 ET 27 JANVIER 2023

2022/E1/005

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
A LA QUESTION DEPOSEE PAR MONSIEUR JEAN MARTIN MONDOLONI
AU NOM DU GROUPE « UN SOFFIU NOVU »**

OBJET : Processus de discussion.

Monsieur le Président du groupe Un soffiu novu,

Vous vous êtes situé dans votre question orale à la hauteur des enjeux qui nous préoccupent toutes et tous. Et je voudrais essayer de vous répondre avec la même hauteur. D'abord, pour vous dire que je ne discute avec aucune officine gouvernementale.

J'ai deux types de contacts avec le gouvernement ou les représentants de l'Etat. Les premiers sont ceux que nécessite la gestion des affaires courantes et des grands dossiers de la Corse, en application des compétences qui sont les nôtres.

J'ai eu par exemple des contacts avec Monsieur Beaune, le ministre des Transports pour les DSP maritime et aérienne, et des réunions de travail ; j'ai eu des contacts et des réunions de travail au titre de la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie avec des membres du gouvernement, avec la CRE, avec la direction générale de l'énergie.

J'ai des contacts réguliers avec le préfet de Corse, représentant de l'État dans l'île, avec lequel les relations sont marquées du sceau de la loyauté et du respect réciproque, et il en est de même de mes rapports avec le préfet de Haute-Corse ; ces discussions se font dans le cadre des prérogatives qui me sont confiées par la loi et par le suffrage universel, et j'en rends compte régulièrement à l'Assemblée de Corse, qui a toujours, in fine, le dernier mot lorsqu'il s'agit de débattre et de délibérer.

En ce qui concerne les contacts que j'ai au titre du processus qui a été initié en mars dernier, je les ai avec une seule personne, celui qui a été désigné par le Président de la République et par le gouvernement, pour engager et mener le processus de négociation avec la Corse ; cette personne c'est le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ; et lorsque j'ai des contacts avec lui, y compris en tête à tête, je vous en informe, j'en informe l'Assemblée de Corse et les Corses, il n'y a donc pas de contact avec des officines - mais je ne pense pas que c'était l'esprit de votre question -.

Alors très brièvement vous dire que depuis décembre 2015, j'ai, nous, avons cherché en permanence à enraciner la paix civile, à ouvrir le chemin du dialogue, et à construire une solution politique.

Moi, à la place qui est la mienne, avec les convictions qui sont les miennes, avec les charges qu'imposent la fonction que les Corses ont souhaité me confier, j'ai deux objectifs qui sont indissociables, vous le savez ; le premier c'est de m'inscrire avec une fidélité irréductible dans le fil historique du combat qui a été mené par des générations de femmes et d'hommes pour que ce peuple, notre peuple, puisse être reconnu dans son existence, dans ses droits, et que les femmes et les hommes d'aujourd'hui et de demain puissent vivre dans une société apaisée, libre et démocratique. C'est la raison d'être de mon engagement.

Le deuxième volet, indissociable, est que nous devons construire cette Corse ensemble. J'ai mené avec d'autres femmes et d'autres hommes et des milliers de femmes et d'hommes, une démarche qui s'appelle "Fà Populu Inseme", elle s'appelait avant "Pè a Corsica" et c'est toujours le même fil.

On ne change pas un pays à travers l'exercice mécanique d'une majorité absolue, on change un pays et on fait face aux échéances que nous impose l'histoire, en recherchant les convergences les plus larges possibles, d'abord avec sa famille politique, et ensuite avec toutes les femmes et les hommes, quelles que soient leurs idées, y compris lorsqu'elles sont apparemment plus ou moins éloignées des nôtres.

Alors vous me dites, nous sommes en « état d'hibernation », non ! Nous ne sommes pas en état d'hibernation. On est dans une phase qui est une phase d'incertitude majeure, de risques extrêmes, mais pas de notre fait ; je ne peux pas accepter le procès en attentisme de notre part, nous avons été des partenaires loyaux, engagés, et cet engagement a été confirmé à plusieurs reprises de façon chaque fois plus massive par le suffrage universel dans notre mandat, dans nos objectifs. Nous avons enraciné la paix, nous la défendons, nous disons avec force qu'il ne peut y avoir d'autres chemins que la démocratie, et nous disons à l'État "ouvrez la discussion" !

Ce que j'ai dit à Gérald Darmanin, c'est que premièrement, il y a un contexte judiciaire et politique qu'il appartient à l'État d'éclaircir. Ce sont pour nous des conditions sine qua non et ce sont vous le savez, quelle que soit notre volonté d'avancer le plus vite possible, des conditions sine qua non pour que la confiance revienne et au-delà de la confiance qui est indispensable, pour que nous ayons la certitude de vouloir tourner ensemble, la page des conflits. Et ça passe par la vérité et la justice pour Yvan Colonna, ça passe par l'application du droit pour Alain Ferrandi et pour Pierre Alessandri, ça passe par des gestes sur les prisonniers où anciens prisonniers politiques qui ne peuvent pas être traités, et le ministre en a convenu comme des terroristes islamistes à travers le fihaz, ça passe par l'intégration dans la discussion à un moment ou à un autre, de la gestion d'amende ou de dommages et intérêts qui sont de quelques millions d'euros, mais qui fragilisent des familles entières.

Ce que j'ai dit également au ministre, très clairement, c'est qu'on ne peut pas d'un côté, construire un processus politique et, de l'autre, vivre au rythme de la logique de conflit qui s'alimente ; pendant 7 ans, il n'y a pas eu un attentat.

Aujourd'hui, de ci, de là, il y a des destructions, c'est parce qu'on a redonné un espace à cette façon d'agir, signifiant aussi un recul de l'espérance démocratique.

L'État doit créer les conditions, on ne peut pas se lever tous les matins en se disant qu'il y aura peut-être une rafle contre des jeunes parce qu'ils ont participé à une manifestation. On ne peut pas supporter, y compris s'il y a des désaccords au sein de de la famille politique nationaliste, de voir des responsables politiques d'une organisation publique être interpellés, gardés à vue, il faut qu'on sorte de cette logique-là. C'est ce que j'ai dit, et au-delà de ça, nous avons dit clairement où nous voulions aller et le peuple nous a donné mandat d'aller notamment vers un statut d'autonomie. Ce que j'ai dit

à Gérald Darmanin c'est que nous attendons des actes et des paroles. Les actes et les paroles sont clairs, hier, il y avait un film projeté à l'initiative de la Présidente de l'Assemblée de Corse, cet héritage-là, c'est notre héritage indivis et je suis fier d'en assumer la charge avec vous toutes et vous tous.

Mais lorsqu'on retourne en arrière, à une époque où les nationalistes ne pesaient rien électoralement ; il y avait un François Mitterrand, qui est venu en Corse et qui a dit, "soyez-vous vous même, il y a un peuple, il y a des élections, il y a des compétences" c'était ses mots.

Il y avait en 1988/1989 un Pierre Joxe qui a dit : "il existe un peuple corse, composante du peuple français" et qui l'a inscrit dans la loi.

Il y a eu en 1998 un Jospin qui a dit au pupitre de l'Assemblée nationale : "j'accepte de recevoir dès la semaine prochaine à Matignon tous les élus de la Corse, y compris ceux qui à l'époque, soutenaient la violence politique clandestine qui était omniprésente pour construire ensemble une solution politique ", dans un processus qui a duré 24 mois.

Nous n'allons pas monter à Paris uniquement pour discuter de points techniques, même si nous sommes prêts au plan technique, nous irons à Paris dans le cadre d'un processus politique qui a vocation à apporter une solution politique à un conflit qui dure depuis des décennies et qui est fondamentalement un conflit politique, même s'il a des dimensions économiques, sociales, culturelles, sociétales extrêmement prégnantes.

Alors je termine, par la question : où est le projet ? Gérald Darmanin n'est pas dans le rôle d'un examinateur qui doit distribuer des bons ou des mauvais points à un projet qui demanderait à recueillir l'unanimité de l'Assemblée de Corse. Ce que je demande clairement, on en a fait la démonstration à travers la réponse tout à l'heure à Marie-Anne Pieri, c'est un statut d'autonomie. Nous avons été mandatés pour défendre cette revendication, les autres nationalistes en acceptent le principe. Pour un statut d'autonomie, il faut une révision constitutionnelle ; on ne va pas participer à un processus si on n'a pas un certain nombre de garanties.

Y aura-t-il une révision constitutionnelle ? Je pense que le gouvernement doit le dire. Il l'a dit devant des députés, il doit le dire clairement devant l'opinion publique, y compris l'opinion publique corse. Si cette révision conditionnelle a lieu, elle doit concerner la Corse. Et si elle a lieu, elle aura lieu en 2024, cela veut dire qu'avant la fin de l'année 2023 nous devons avoir trouvé les voies et moyens d'une solution politique globale.

Je termine en disant, les gestes sont attendus, on demande la justice, on demande la logique d'apaisement et il appartient à chacun de la créer, ici et à Paris et puis ensuite nous allons travailler. Je pourrais vous faire remarquer avec quelque malice que, y compris sur des dossiers importants, conférence sociale ou DSP, je vous ai proposé que nous travaillions ensemble, ne l'avons pas fait, mais écartons ça. Tout à l'heure, je voudrais vous le proposer dans le cadre de mon discours, je voudrais vous proposer une méthode claire. Nous savons où nous voulons aller d'un point de vue de la révision constitutionnelle ; l'autonomie pour nous, c'est le transfert d'un pouvoir de nature législative qui est encadré uniquement par le juge qui vérifie la constitutionnalité des textes qui seront votés dans un certain nombre de domaines de compétences pour la Corse, ça, c'est la première chose.

Ensuite, il y a l'équation budgétaire et fiscale, et troisièmement, il y a les priorités qui sont les nôtres.

Je vous propose que nous travaillions ensemble, tous les élus, et je vais proposer une méthode qui nous permettra également à un autre niveau d'impliquer l'ensemble des forces vives parce que nous avons besoin de leur implication. Et ne doutez pas, si votre volonté est d'aboutir, la nôtre est identique, faisons-le ! Si nous le faisons nous allons réussir , et nous n'avons pas d'autre choix ni d'autre option que celle de la réussite.

Je vous remercie.